

Évolutions macroéconomiques et financières récentes

La pandémie de COVID-19 a durement frappé le Sénégal, plongeant une économie autrefois robuste dans la récession. Après une hausse de 6,7 % en 2018 et de 5,3 % en 2019, le PIB réel s'est contracté de 0,7 % en 2020, du fait des ralentissements dans le tourisme (-17,0 %), les transports (-8,8 %) et le commerce (-0,6 %) ainsi que d'une baisse des investissements et de la demande extérieure. L'inflation est passée de 0,9 % en 2019 à 1,9 % en 2020 en raison des mesures restrictives visant à contenir l'épidémie de COVID-19 et de l'assouplissement continu de la politique monétaire. La crise a affecté la situation budgétaire dans tous ses aspects. Les recettes fiscales ont diminué et les dépenses de santé ont augmenté, aggravant ainsi le déficit budgétaire, qui est passé de 3,7 % du PIB en moyenne en 2018 et 2019 à 6,0 % en 2020. La baisse de la demande extérieure a entraîné une détérioration du déficit de la balance des paiements courants, qui est passé de 7,9 % en 2019 à 10,3 % du PIB, financé par des donateurs en raison du faible niveau des investissements étrangers directs et de la diminution des envois de fonds.

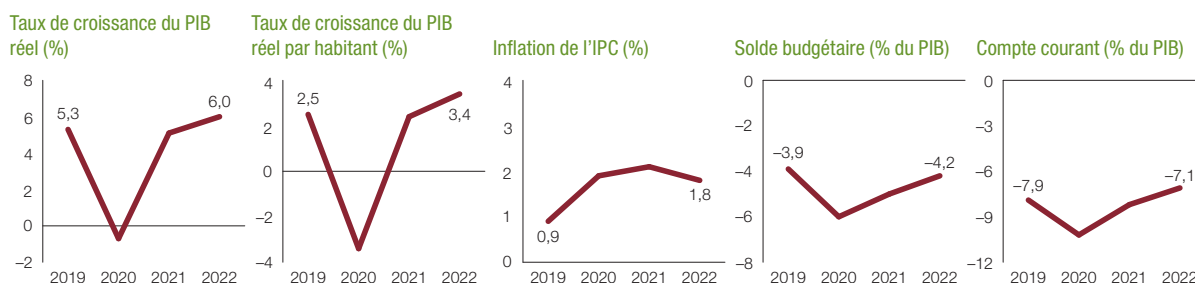
Perspectives et risques

Si la pandémie est maîtrisée au cours du premier semestre de 2021, la croissance devrait rebondir à 5,1 % en 2021 et à 6,0 % en 2022 grâce à la reprise des investissements publics et du secteur des hydrocarbures, parallèlement à la reprise de la croissance mondiale. L'inflation demeurera néanmoins stable, à 2,1 % en 2021 et 1,8 % en 2022.

Les pouvoirs publics sénégalais restent déterminés à rationaliser les dépenses publiques et la mobilisation des recettes intérieures afin de ramener le déficit budgétaire à 5,00 % du PIB en 2021 et à 4,2 % en 2022. De même, le déficit de la balance des paiements courants chutera à 8,2 % en 2021 et à 7,1 % en 2022, à mesure que les exportations reprendront et que les envois de fonds enregistreront une nouvelle croissance. Ce scénario pourrait toutefois être remis en question si la pandémie de COVID-19 persiste à son niveau de décembre 2020.

Questions et options de financement

La pandémie a entraîné un ralentissement de la mobilisation des recettes intérieures, qui est passée de 17,5 % du PIB en 2019 à 16,5 % en 2020, générant une augmentation de la dette à 68,6 % du PIB en 2020, contre 64,1 % en 2019 et 61,4 % en 2018. Près de 83 % de la dette totale est extérieure : 30 % sont dus à des créanciers commerciaux, 42 % à des institutions multilatérales et 28 % à des créanciers bilatéraux. Le risque de surendettement reste toutefois modéré. Pour assurer la viabilité budgétaire, les pouvoirs publics ont lancé la Stratégie de mobilisation des recettes à moyen terme, qui s'appuiera sur des emprunts concessionnels tout en réformant le cadre institutionnel de gestion de la dette. L'encours total de la dette publique devrait atteindre 9 790,7 milliards de dollars US en 2021, soit 8,2 % de plus qu'en 2020, et représentera 65,3 % du PIB, soit moins que le seuil de convergence de l'Union économique et monétaire ouest-africaine.



Source : Les données datent de décembre 2020 et proviennent des autorités nationales; données pour 2020 sont des estimations et données pour 2021 et 2022 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.